



Communiqué de la CGT Fapt

22 septembre à la Poste : nouvelle mobilisation d'ampleur !

Cette journée du 22 septembre est marquée par de puissants arrêts de travail des postières et des postiers, estimée entre 35 et 40% de grévistes et d'importantes participations aux rassemblements et manifestations dans tout le pays.

Ces chiffres sont comparables à ceux de 2008. Manifestement les messages pour rassurer les postiers ne sont pas passés !

Une nouvelle fois, les personnels avec leurs organisations syndicales ont réaffirmé leur opposition intacte et résolue à la privatisation de La Poste et donc au changement de statut de La Poste en société anonyme et à l'ouverture du capital. Ils ont aussi réaffirmé l'exigence d'un véritable service public postal moderne et rénové assurant l'avenir de La Poste et garantissant l'emploi, le maintien et l'amélioration des garanties de tous les personnels.

Cette journée conforte les multiples actions de ces derniers mois des postiers qui se battent contre les restructurations et réorganisations de tous ordres et pour leurs revendications.

Rien n'est joué ! Aujourd'hui comme hier, le gouvernement et La Poste sont isolés.

Ils le sont par l'opposition des postiers eux-mêmes et l'unité de leurs organisations syndicales restée intacte depuis plus d'un an. Mais aussi par la grande majorité des citoyens du pays mobilisés pour le service public postal.

Pour la CGT, le processus de luttes doit se poursuivre et s'amplifier pour gagner. La CGT propose qu'un nouveau rendez-vous unitaire de grèves et de manifestations soit donné sans tarder aux postières et aux postiers. **Le 7 octobre, journée interprofessionnelle unitaire à l'appel de 6 organisations syndicales peut en être l'occasion.**

La CGT appelle également à assurer la réussite de la consultation populaire du 3 octobre prochain.

Parce que le service public postal leur appartient, les citoyens par ce vote exigeront également du Président de la République l'organisation d'un référendum avant toute présentation de la loi au parlement.

Ensemble on peut et ensemble on va gagner !

Le gouvernement doit renoncer définitivement à présenter ce projet de loi au parlement, et La Poste doit ouvrir de véritables négociations sur les revendications des salariés.

Montreuil, le 22 septembre 2009